

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

Première Circonscription

ELECTRICES, ELECTEURS,

Je suis candidat aux élections législatives qui auront lieu le 23 novembre.

Je suis parlementaire depuis 1946. Beaucoup d'entre vous me connaissent. J'ai essayé depuis douze ans de justifier par mon travail à l'Assemblée et dans le département la confiance que vous m'avez accordée.

Une circulaire électorale contient en général de belles promesses et un grand programme qui restent trop souvent sur le papier. Je renonce à cette méthode et je crois plus sérieux de m'entretenir avec vous des problèmes qui se posent devant le pays et vous dire ce que j'en pense. Vous jugerez ensuite.

Le sens de l'Election du 23 Novembre 1958

Trois années d'impuissance due beaucoup moins à nos institutions qu'au manque de clairvoyance, de courage et de décision de la majorité gouvernementale ont conduit à la chute du régime, au vote d'une nouvelle Constitution, à l'instauration de la Vᵉ République.

Dans la situation ainsi créée une chose me surprend : c'est de voir les partis qui ont dominé le « système », fait la preuve de l'entêtement dans l'erreur, se couvrir du prestige du général de Gaulle pour faire oublier les fautes passées et se jeter sur les places offertes par le nouveau régime.

Il faut les voir applaudir à l'ébauche de la politique nouvelle amorcée par de Gaulle, en Algérie. Mais quand des hommes comme **Pierre Mendès-France** (radical socialiste) **François Mitterand** (U.D.S.R.), **Depreux** (de la minorité socialiste à laquelle j'appartenais) demandaient, depuis trois ans, une politique libérale ils étaient l'objet des sarcasmes de ces partis qui la combattaient, refusaient de l'envisager et l'approuvent aujourd'hui. Ce qui n'empêche pas d'ailleurs ces partis de la majorité de continuer à dénoncer comme de mauvais Français, ceux qui ont voulu porter témoignage en faveur de la République, ceux qui affirment que ce qu'un homme fait, la République aurait pu le faire, ceux qui voient un danger à s'abandonner les yeux fermés à un homme quel qu'il soit et qui veulent les garder ouverts.

Le 23 novembre d'ailleurs ce n'est pas pour ou contre un homme, ce n'est pas pour ou contre le général de Gaulle que vous aurez à vous prononcer. Vous seriez bien embarrassés d'ailleurs si vous vouliez le faire, car presque tous les candidats cherchent à profiter de sa popularité et se réclament de sa personne ! Il y a ceux de droite, il y a ceux de gauche. L'ennui pour eux, c'est que le général de Gaulle lui, a refusé de les patronner tous autant qu'ils sont.

Le 23 novembre, vous aurez à élire un député. Vous penserez sans doute que dans la Vᵉ République comme dans celles qui l'ont précédée **les députés seront des hommes qui choisiront pour vous, et notamment quand ils voteront les dépenses de l'Etat, entre la paix et la guerre, entre le progrès social profitant à tous et les super profits réservés à quelques-uns, entre une politique d'avenir et un immobilisme myope.** Aujourd'hui comme hier, les mêmes intérêts s'affrontent : ceux des salariés, des artisans et commerçants de nos bourgs, des petits exploitants agricoles d'une part, et ceux des grands monopoles capitalistes d'autre part. Ces derniers disposent du pouvoir économique. **La plupart d'entre vous refuseront de leur abandonner le pouvoir politique** en votant pour des partis qui n'ont pas pour règle absolue la défense des travailleurs et réfléchiront aux problèmes qui se posent devant notre pays.

Les problèmes demeurent

Le référendum a réglé un problème : celui de nos institutions politiques auxquels certains attribuaient tous nos maux. Désormais la Constitution s'impose à tous. Mais les autres problèmes demeurent et ne sont pas réglés et ne le seront pas par un coup de baguette magique. On s'en apercevra assez vite.

Il en est un qui les domine tous : c'est celui de la guerre d'Algérie.

LA GUERRE D'ALGERIE

Pour le pays, pour nos jeunes qui font 27 mois de service, pour les militaires de carrière qui vont de théâtre d'opération en théâtre d'opération, il faut que les guerres coloniales cessent. La France est pratiquement en guerre depuis 1939. Peu de pays auraient résisté à un tel effort. Il est normal que nos Institutions y aient succombé.

Je suis de ceux qui croient que la France **a tout perdu en Indochine pour n'avoir pas négocié quand il était encore temps.** Je suis de ceux qui disent que cette leçon aurait dû servir en Algérie où la guerre dure depuis déjà quatre ans.

Je suis de ceux qui ne croient pas **à l'intégration dont le général de Gaulle s'est d'ailleurs bien gardé de prononcer le nom**, car l'intégration, d'une part **ne ramènerait pas la paix**, d'autre part exigerait du pays un effort économique et financier qui signifierait — **il faut qu'on le sache** — l'arrêt ou un nouveau ralentissement des investissements métropolitains déjà si insuffisants sur le plan de l'électrification, des adductions d'eau, des logements, des constructions scolaires, des routes, de l'équipement industriel.

Seule **la négociation avec ceux qui se battent peut amener le cessez le feu. Seule une discussion avec toutes les tendances des populations habitant l'Algérie, y compris les nationalistes, peut préparer un statut acceptable pour tous. Seules de telles négociations peuvent rétablir la paix par la reconnaissance des aspirations nationales du peuple algérien, l'établissement de rapports nouveaux entre la France et l'Algérie offrant le cadre d'une association dans laquelle les droits de la minorité européenne et les chances de mise en valeur du Sahara seraient mieux assurés que par la continuation de la guerre.**

Seul le rétablissement de la paix arrêtera cette formidable hémorragie qui depuis dix ans a privé notre pays de plusieurs milliers de milliards, qui auraient été plus utilement employés à son équipement industriel, agricole, culturel, le préparant à son entrée dans le marché commun, **lui redonnant cette indépendance économique sans laquelle les rêves de grandeur ne sont que fumée et illusion.**

La solution des autres problèmes est subordonnée à celle du problème algérien et je me bornerai à les énumérer.

- **LA QUESTION ECONOMIQUE** qui présente des signes inquiétants :
  - l'apparition du chômage qui touche durement la région de St-Brieuc, les foyers ouvriers et par répercussion le commerce local ; **la lutte contre le chômage exige la relance des investissements qui doivent prendre le pas sur les dépenses militaires.**
  - le mouvement de concentration continue qui accroît le potentiel économique des régions surindustrialisées comme Paris ou le Nord, au détriment de celui des **régions comme la Bretagne qui perdent chaque jour un peu de leur substance par le départ d'une main-d'œuvre obligée de s'exiler parce qu'elle ne trouve pas de travail sur place.**
  - **l'approche de l'ouverture du marché commun auquel la France, gaspillant ailleurs les énergies ne s'est pas assez préparée.**

● **LA QUESTION DE L'AGRICULTURE** qui malgré les progrès réalisés depuis la Libération reste sous la menace d'une crise permanente : débouchés incertains, fluctuations imprévisibles des cours (baisse du bétail) importations arbitraires. L'avenir de nos exploitations familiales exigerait une politique d'ensemble **orientation** de la production, **garantie des prix** par l'indexation et **l'organisation des marchés**, développement de **l'enseignement et de la vulgarisation, effort d'équipement massif des campagnes**, création d'une **caisse de calamités agricoles**, extension de la **sécurité sociale** au monde paysan, aide à **l'habitat rural.**

Sur ce sujet, la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Côtes-du-Nord a rédigé un manifeste que j'ai lu avec intérêt et qui expose les bases que j'approuve, d'une politique agricole enfin cohérente.

● **La question du logement** dont je mesure tous les jours la gravité comme président d'un Office d'H. L. M. ; elle ne pourra être résolue que dans le cadre **d'un plan de logements locatifs populaires.**

● **La question de la jeunesse** qui monte nombreuse pour laquelle on n'a pas su prévoir les écoles et les centres d'apprentissages nécessaires ;

— qui exige l'égalité devant l'instruction qu'on ne peut assurer que par une **réforme profonde de l'enseignement** et la défense de l'école laïque, outil traditionnel de la promotion du peuple, où toutes les familles spirituelles peuvent cohabiter.

● **La question fiscale** si souvent évoquée qui exige une réforme dont on parle toujours mais que le nouveau régime devra réaliser pour **répartir plus équitablement les charges.**

● **La question sociale** qui réside dans le problème des salaires, **la défense de l'emploi par la création d'un fonds national de garantie de salaires en cas de chômage, la question de la sécurité sociale** qu'il faut étendre à l'ensemble de la population et pour laquelle il faut reprendre le **projet de remboursement** à 80 % abandonné par les ministres M. R. P., la **question de l'aide aux vieillards,** aux infirmes, aux déshérités de la vie, etc...

De tous ces problèmes dépend le niveau de vie de tous les Français. Tous doivent y réfléchir : **ouvriers** toujours menacés dans leur gagne pain ; **cultivateurs** inquiets pour l'avenir de leurs familles et de leurs exploitations ; **artisans et commerçants** menacés par la concurrence des monopoles capitalistes, **employés des services publics ou nationaux, fonctionnaires** pour lesquels les promesses de revalorisation de salaires sont si mal tenues ; **marins** dont le régime des pensions est menacé ; **vieillards** dont les allocations insuffisantes sont grignotées par l'augmentation du coût de la vie ; **femmes** qui avez la charge du foyer ; **jeunes gens** qui cherchez du travail et un logement ; **anciens combattants** dont les sacrifices ont été compromis par une politique à courte vue ; **militaires** qui êtes les premières victimes des faiblesses de la politique, tous vous devez réfléchir à ces problèmes et vous dire qu'ils ne seront pas résolus sans imposer des sacrifices aux classes privilégiées et que vous ne pouvez pas compter pour les résoudre sur un miracle d'où qu'il vienne.

Je suis convaincu et je n'hésite pas à le dire, quoique vous deviez en penser, que **tous ces problèmes ne peuvent recevoir une vraie solution tant que dureront les guerres coloniales.** Il est inutile et je dirai même **malhonnête de faire des promesses tant qu'on n'aura pas fait la paix, car on ne peut tout faire à la fois** : la guerre, l'intégration, la bombe atomique, les logements, les écoles, les équipements productifs.

Je puis cependant vous faire une promesse : **celle que j'appuierai, tout gouvernement qui mettra tout en œuvre pour obtenir la paix en Algérie, quels que soient les préjugés à vaincre et les intérêts à renverser.** Si le général de Gaulle le fait, donnant ainsi un camouflet à ceux qui l'ont porté au pouvoir car il sera obligé de faire une politique opposée à celle qu'ils ont menée eux-mêmes depuis quatre ans, **le parti socialiste autonome le soutiendra dans cette voie, plus qualifié pour cela que ceux qui ont combattu cette politique dans le passé ou qu'une majorité de droite qui pourrait encore tenter d'y mettre obstacle.**

La paix rétablie, je pense que les autres problèmes qui en dépendent ne peuvent trouver **une solution durable que dans une politique s'inspirant des principes du socialisme auxquels j'ai voulu rester fidèle.**

Je suis heureux de trouver aujourd'hui à mes côtés les militants de l'Union de la Gauche Socialiste qui m'ont promis leur appui et leur concours dans cette campagne, comme nos camarades soutiendront leurs candidats dans d'autres régimes.

J'espère que je serai compris par tous les **électeurs d'esprit socialiste et aussi par les républicains qui ne partagent pas notre idéologie (radicaux-socialistes,** U.D.S.R. dont certains se sont groupés avec nous sur le plan national au sein de l'Union des Forces Démocratiques) **mais qui ont toujours été dans le parti du mouvement** tourné vers l'avenir et qui n'ont pas de candidat dans cet arrondissement pour les représenter.

Le Scrutin d'Arrondissement

Vous voterez le 23 novembre au scrutin uninominal. Le candidat élu sera député des 7 cantons de l'arrondissement.

La loi prévoit que le bulletin du candidat doit porter le nom d'un remplaçant éventuel. Mon ami **Louis Morel,** Maire et Conseiller Général de Plœuc qui partage nos idées a bien voulu accepter de tenir ce rôle. Je lui en exprime ici ma sincère reconnaissance. Il apporte à ma candidature le poids de l'autorité et de l'estime dont il jouit parmi tous ceux qui connaissent son intégrité profesionnelle, ses qualités d'administrateur, sa probité politique.

Le scrutin d'arrondissement est dénoncé par certains en raison de son injutice aggravée par un découpage arbitraire.

Il présente cependant un avantage : **il permet à l'élu de garder le contact avec l'électeur.**

Si vous m'accordez votre confiance, je m'efforcerai de la justifier en défendant de mon mieux les intérêts de notre région, **en passant régulièrement dans vos communes** ce qui, désormais sera possible à un député d'arrondissement, en apportant aux élus locaux, comme je l'ai fait jusqu'ici quand on me l'a demandé, l'aide qu'ils peuvent attendre d'un parlementaire pour leurs réalisations, en m'efforçant d'aider ceux d'entre vous qui s'adresseront à moi. Je l'ai toujours fait depuis douze ans : si je n'ai pas toujours réussi je n'ai jamais refusé de faire les démarches sollicitées.

Je passerai au cours de la campagne électorale dans la plupart de vos communes, mais ne pourrai voir qu'un petit nombre d'entre vous. **Je tiendrai des réunions chaque soir,** estimant que c'est le devoir d'un candidat de se présenter devant les électeurs dont il sollicite les suffrages. J'y exposerai plus longuement mon attitude et mon programme.

Pour ceux qui n'assistent pas à ces réunions, j'ai voulu confier à cette circulaire quelques-unes des réflexions que m'inspire la situation actuelle. Je souhaite qu'ils la lisent avec celle des autres candidats et qu'ils fassent ensuite leur choix.

Dans mon activité de parlementaire, j'ai essayé d'agir suivant ma conscience.

Dans votre choix, vous agirez suivant la vôtre.

Antoine MAZIER

Député — Conseiller Général 1er Adjoint au Maire

Remplaçant éventuel : **Louis MOREL**

Maire et Conseiller Général de Plœuc.

Candidats du Parti Socialiste S. F. I. O. Autonome

Soutenus par l'Union de la Gauche Socialiste

Imprimerie Moderne — St-Brieuc